

**Arrêté préfectoral complémentaire n° DREAL-UID11/66-C3-2023-42  
modifiant les conditions d'exploitation et fixant les prescriptions techniques à respecter en  
période de sécheresse  
par la SAS POSOCCO pour l'exploitation d'une carrière alluvionnaire située sur le territoire de la  
commune de CARCASSONNE au lieu-dit "Le Chapitre"**

**LE PREFET DE L'AUDE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

**Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du Président de la République du 17 février 2021 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de préfet de l'Aude ;

**Vu** le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 avril 2023 n°DPPPAT-BCI-2023-026 donnant délégation de signature à M. Rémi RÉCIO, chargé de la suppléance du poste de secrétaire général de la préfecture de l'Aude, sous-préfet de Carcassonne ;

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** les articles L. 211-3 et R. 211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;

**Vu** l'article R.214-18 du Code de l'environnement relatif aux dispositions applicables aux opérations soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée n°21-327 du 23 juillet 2021

relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°DDTM-SEMA-2021-0067 définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département de l'Aude en date du 19 juillet 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°97-1363 du 17 juin 1997 autorisant la Société d'Exploitation des Ets POSOCCO dont le siège social est implanté 29 rue Trivalle - 11005 CARCASSONNE, à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de CARCASSONNE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2016-15 du 15 décembre 2016 régularisant les rubriques ICPE autorisées sur le site de la carrière alluvionnaire exploitée par la Société POSOCCO ;

**Vu** l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2016-15 du 15 décembre 2016 susvisé ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 ;

**Vu** la demande de régularisation du prélèvement d'eau de la SAS POSOCCO, représenté par Monsieur MAURI Philippe, en date du 22 mars 2023 ;

**Vu** le courriel de la DDTM de l'Aude proposant de régulariser le prélèvement d'eau dans l'Aude de la SAS POSOCCO en date du 4 mai 2023 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 11 mai 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**Vu** les observations de l'exploitant transmises en date du 25 mai 2023 au terme du délai déterminé dans la transmission susvisée ;

**Considérant** qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

**Considérant** que l'établissement prélève pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

**Considérant** que les prélèvements de l'établissement sont réalisés dans l'aude de la Sals au Fresquel qui appartient au secteur hydrographique de l'aude Amont Axe Réalimenté ;

**Considérant** qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

**Considérant** que la SAS POSOCCO, représentée par Monsieur MAURI Philippe, demande à bénéficier d'un droit d'eau à hauteur de 140 800 m<sup>3</sup> et relatif à un prélèvement d'eau superficielle dans le fleuve Aude situé sur la parcelle cadastrale n°EY0010 commune de CARCASSONNE ;

**Considérant** que le prélèvement d'eau annuel de la SAS POSOCCO en 2021 et 2022 est d'environ 50 000 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que le débit de la pompe de 80 m<sup>3</sup>/h est inférieur à 2% du QMNA5 du fleuve Aude sur le tronçon concerné ;

**Considérant** que l'adresse postale de la SAS POSOCCO, représentée par Monsieur MAURI Philippe, est fixée au lieu-dit Le Chapitre 11000 CARCASSONNE ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude,

## ARRETE

### ARTICLE 1 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2016-15 du 15 décembre 2016 est complété comme suit :

« Les activités concernées relèvent également de la rubrique suivante de la « Nomenclature Eau » :

Rubrique	Désignation de l'activité	Critères	Régime
1.2.1.0	Prélèvements reliés à un cours d'eau ou à sa nappe d'accompagnement	- prélèvement d'eau annuel : 55 000 m <sup>3</sup>  - débit instantané = 80 m <sup>3</sup> /h	Déclaration

Localisation du point de prélèvement : nord-est de la parcelle cadastrale n°EY0010 - commune de Carcassonne jouxtant le fleuve Aude.

Type de prélèvement : pompage superficiel dans le fleuve Aude.

Période de prélèvement = du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'année en cours.

Utilisation prévue : lavage de matériaux inertes ».

### ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la SAS POSOCCO sur la commune de CARCASSONNE sont soumis aux prescriptions complémentaires suivantes lorsque dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :

- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau
- limiter des rejets polluants.

### ARTICLE 3 – PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource utilisée	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m <sup>3</sup> ) <sup>1</sup>	Débit de prélèvement maximal instantané (m <sup>3</sup> /h)				
				Niveau de gestion sécheresse				
				Normal <sup>1</sup>	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
cours d'eau et nappe d'accompagnement	Aude de la Sals au Fresquel	FRDR197	55 000 m <sup>3</sup>	80 m <sup>3</sup> /h	80 m <sup>3</sup> /h	76 m <sup>3</sup> /h	72 m <sup>3</sup> /h	60 m <sup>3</sup> /h

Les niveaux de prélèvements ci-dessus peuvent être modifiés par décision préfectorale.

### ARTICLE 4 – MESURES DE RESTRICTIONS

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.

Niveau de gestion sécheresse	Mesures
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information/sensibilisation du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance dès l'annonce du niveau de gestion sécheresse</li> <li>information/sensibilisation par voie d'affichage au niveau des points de lavage des engins</li> <li>Sensibilisation du personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau selon une procédure écrite et affichée sur site</li> <li>Limitations volontaires des usages de l'eau</li> <li>Définition d'un programme renforcé d'autosurveillance des effluents</li> <li>vigilance anti-fuites renforcée en fréquence hebdomadaire : réseau</li> </ul>

<sup>1</sup> Les valeurs « prélèvement annuel » et « normal » sont données à titre d'information sans préjudices des valeurs autorisées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

	<p>d'alimentation en eau de l'installation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• action de réparation de fuite dans la journée</li> <li>• arrêt de l'entretien sous eau de l'installation de traitement</li> <li>• Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d'eau et consignation sur un registre</li> </ul>
<b><u>Alerte</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information/sensibilisation du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte</li> <li>• Mesures définies pour le niveau de vigilance</li> <li>• vigilance anti-fuites renforcée en fréquence hebdomadaire : ronde « sprinklers », réseau d'alimentation en eau de l'installation et réseau d'arrosage</li> <li>• réduction du nombre de passage de l'arroseuse mobile. En fonction des conditions climatiques (direction des vents) suspension totale de l'arrosage mobile si aucune nuisance vers l'extérieur du site et si la sécurité des salariés est garantie</li> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h</li> <li>• Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique</li> <li>• Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé</li> <li>• Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit</li> <li>• Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique</li> <li>• Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents</li> <li>• Mise en œuvre du programme de renforcement de l'autosurveillance défini au seuil de vigilance</li> <li>• Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité</li> </ul>
<b><u>Alerte renforcée</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte</li> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte</li> <li>• Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit</li> <li>• Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte</li> <li>• Réduire la production de matériaux lavés aux ventes (pas de stockage) : diminution du nombre d'heures de fonctionnement de l'installation de lavage si possible</li> <li>• Transmission hebdomadaire à l'inspection des installations classées des données suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau prélevés en précisant et différenciant les différentes sources de prélèvement (réseau AEP, milieux eau superficielles, milieu eaux souterraines...)</li> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau rejetés en précisant les différents</li> </ul> </li> </ul>

	<p>milieux de rejet le cas échéant,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ volumes hebdomadaires d'eau consommées</li> <li>◦ les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau prélevés pour le mois à venir en différenciant les sources de prélèvement,</li> <li>◦ les volumes hebdomadaires prévisionnels d'eau rejetés pour le mois à venir</li> <li>◦ les périodes d'arrêt programmés à court terme</li> <li>◦ une comparaison commentée des volumes prélevés avec les volumes moyens prélevés des trois dernières années</li> </ul>
<b><u>Crise</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte</li> <li>• Mesures définies pour le niveau d'alerte et alerte renforcée</li> <li>• fonctionnement de la carrière avec les réserves d'eau disponibles</li> <li>• évaluation des volumes de produits commercialisables sur la durée d'arrêt des prélèvements et optimisation de l'utilisation de l'eau en fonction des réserves disponibles</li> <li>• Les cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt des lignes de production</li> </ul>

## ARTICLE 5 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- une proposition de modifications des mesures précisées à l'article 4 avec le cas échéant de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

## ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **ARTICLE 7 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de CARCASSONNE et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en Mairie de CARCASSONNE pendant une durée minimum d'un mois, le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aude pendant une durée minimum de 4 mois.
- L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 8 : EXÉCUTION ET COPIE**

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Occitanie et le maire de la commune CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera notifiée administrativement au maire de la commune de CARCASSONNE ainsi qu'à la SAS POSOCCO, dont le siège social est situé plaine de villalbe basse, le chapitre - 11090 CARCASSONNE.

Fait à Carcassonne le

**- 6 JUIN 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la préfecture,

Rémi RÉCIO



